MODELE DE LETTRE DEMANDE PROTECTION FONCTIONNELLE – FAMILLE AYANT DROIT

Nom et prénom
Adresse
N° matricule

Dénomination du service concerné
(Autorité hiérarchique du régiment ou unité
ou
SERVICE LOCAL DU CONTENTIEUX
Ou Ministère des Armées DAJ
Ou Ministère de l'Intérieur DGGN / BRPF)

Adresse

Date

Objet : DEMANDE DE MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE ARTICLE L 4123-10 DU CODE DE LA DEFENSE
Par lettre recommandée avec avis de réception n° *[à compléter] ou transmission via un CR réglementaire*

Madame, Monsieur (Grade),

J'ai l'honneur de venir vers vous suite aux faits dont je suis la victime et qui se sont déroulés le …… A COMPLETER et A DECRIRE SUCCINTEMMENT

Ainsi, en ma qualité de « CONJOINT / CONCUBIN / PARTENAIRE LIE PAR UN PACS / ENFANT OU ASCENDANT DIRECT » (A PRECISER) de Nom et grade du militaire concerné j'ai l'honneur de formuler en application de l'article L4123-10 du Code de la Défense alinéas 7 à 9 qui énoncent :

> *Les conjoints, concubins, partenaires liés par un pacte civil de solidarité, enfants et ascendants directs des militaires bénéficient de la protection de l'Etat lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, harcèlements moral ou sexuel, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.*
>
> *Cette protection peut également être accordée, à sa demande, au conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité qui engage une instance civile ou pénale contre les auteurs d'une atteinte volontaire à la vie du militaire du fait des fonctions de celui-ci. En l'absence d'action engagée par le conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité, la protection peut être accordée aux enfants ou, à défaut, aux ascendants directs du militaire qui engagent une telle action.*
>
> *Cette protection est également accordée, dans les mêmes conditions que celles prévues au huitième alinéa, aux ayants droit de l'agent civil relevant du ministère de la défense victime à l'étranger d'une atteinte volontaire à sa vie du fait de sa participation à une mission de soutien à l'exportation de matériel de défense.*

, une demande d'octroi de la protection juridique couvrant la prise en charge des frais d'avocats étant victime de faits pénalement répréhensibles.

S'agissant des éléments justificatifs de la présente demande, je joins à ma demande :

- la copie de mon PV d'audition du ……
- La copie du compte rendu établi par ……. A sa hiérarchie
- et divers éléments médicaux relatifs à ma situation et aux faits que j'ai subis.

A COMPLETER

Je vous remercie dans ces circonstances de bien vouloir statuer sur ma demande de protection juridique et de bien vouloir me tenir informée des suites réservées.

Si un conseil est déjà saisi : Je vous transmets à toutes fins les coordonnées de mon avocat :
A COMPLETER

Respectueusement

SIGNATURE

PJ : A COMPLETER